



## OBSERVATOIRE DU SAHEL



# LA SOCIÉTÉ WAGNER EN AFRIQUE: ENTRE BOULEVERSEMENT DES ÉQUILIBRES MONDIAUX ET ABSENCE DE STRATÉGIE AFRICAINE AU SAHEL.

### AUTEUR :

Dr. MADY IBRAHIM KANTÉ (Ph.D.) est détenteur d'un premier doctorat en Science politique de l'Université du Caire en Egypte et d'un second en Gouvernance et Intégration Régionale de l'Université panafricaine au Cameroun. Il est enseignant-chercheur à l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako et à l'École de Guerre du Mali, instructeur temporaire à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye de Bamako et expert associé à l'Institut de recherche Thinking Africa.

Ses domaines d'expertises sont : géopolitique ; enjeux sociaux et sécuritaires au Sahel et en de l'Afrique de l'Ouest ; terrorisme et gouvernance.

### COORDINATEUR SCIENTIFIQUE :

Dr. LADJI OUATTARA, Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

## Résumé

Cette note approfondit les réflexions concernant la présence ambiguë de la Société privée Wagner en Afrique, dans le contexte de changement de la géopolitique mondiale actuelle. Elle analyse le lien entre l'absence de stratégie africaine concernant la gestion des crises sécuritaires et la présence de la milice Wagner sur le continent. Elle vise à mettre en lumière sa présence au Sahel et à la confronter aux contradictions émanant des déclarations des autorités, au Nord et au Centre du Mali plus particulièrement. L'auteur de cette note interroge notamment les objectifs de Wagner, afin de comprendre si le groupe se donne pour mission de protéger le régime en place, ou d'assister le peuple en combattant les groupes terroristes qui commettent de graves exactions à l'encontre des populations du Sahel. En revenant sur le rôle des organisations africaines telles que l'Union africaine et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, la note questionne leur responsabilité et leur capacité à mettre en place une stratégie sécuritaire afin de mieux gérer l'insécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ces considérations se font notamment au regard de la montée en puissance de l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS), dont la zone d'activité tend à s'étendre vers les pays côtiers ouest-africains. Dans ce contexte, faut-il cesser toute collaboration avec le groupe Wagner, ou bien doit-il continuer à avoir recours à la société Wagner ? Si oui, à quel prix ? Au regard des relations Russo-Africaines, quels sont les intérêts des Etats africains dans l'entretien des relations militaires et économiques avec la Russie ? Comment interpréter la signature des nouveaux accords entre la Russie et plusieurs Etats africains au regard de la position des Etats Occidentaux ? Ce sont autant de questions auxquelles cette note tentera de répondre.

## Contexte

Cette note s'insère dans un contexte géopolitique et stratégique tendu, à la suite de l'intervention de l'OTAN en Libye. Cet acte a eu pour conséquence la création d'un chaos sécuritaire total dans la région du Sahel ; les groupes terroristes (djihadistes) se sont implantés dans le Sahel en cherchant à fonder des califats en Afrique. Les Etats et les organisations africaines chargés de mettre en place des initiatives sécuritaires se trouvent dépassés par les attentats et attaques terroristes, et semblent incapable de trouver une stratégie efficace pour la gestion de cette crise sécuritaire. La communauté internationale s'est elle aussi engagée, depuis plus de huit ans maintenant, et elle semble être également impuissante aux yeux des africains. En ce sens, l'Etat français, acteur majeur de la lutte anti-terroriste dans la région – avec l'opération Serval en 2013, devenue Barkhane en 2014 – pâtit particulièrement de ces échecs.

Faisant l'objet d'un fort sentiment d'animosité de la part des populations, il se voit contraint de repenser les modalités de sa présence, et de réduire progressivement ses engagements militaires dans la région. Ainsi, les pays concernés par l'insécurité semblent déterminés à diversifier leurs partenaires, particulièrement dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Pour certains, le groupe Wagner semble idéal pour faire face à la rébellion et au terrorisme. Pour d'autres, la Russie de Poutine constitue un partenaire fiable et efficace. De ce fait, ils signent et renouvellent des accords militaires avec celle-ci.

### **Problématique**

Comment interpréter la présence de Wagner en Afrique au regard du bouleversement des équilibres mondiaux et de l'absence de stratégie sécuritaire africaine ?

### **Idées majeures**

- Le groupe Wagner vient remplacer l'initiative africaine inefficace en matière de gestion des crises sécuritaires en Afrique et ce, malgré les ambiguïtés de sa présence.
- Le retour de la Russie au premier plan en Afrique intervient à la suite d'une longue collaboration entre le continent africain et l'occident dans la gestion des crises sécuritaires, qui n'a pas donné les résultats escomptés.
- La présence de la Russie et de Wagner en Afrique et au Sahel pousse la Communauté internationale à se repositionner, notamment vis-à-vis des autorités qui font appel au groupe.
- Nous assistons à un renouvellement des relations russo-africaines, avec la signature et le renouvellement des accords militaires avec plusieurs Etats africains, dans le cadre du renforcement de leur capacité militaire.
- La question de la sécurité en Afrique doit être traitée par des initiatives africaines, par la mise en place d'une stratégie africaine pour la gestion sécuritaire au Sahel et en Afrique d'Ouest.

**Mots clefs :** Afrique ; Sécurité ; Wagner ; Russie ; Stratégie ; Sahel ; Mali.

## Introduction

La Russie de Vladimir Poutine se sent menacée par l'expansion de l'OTAN vers les anciens Etats de l'Union Soviétique. Elle exige publiquement des Occidentaux qu'ils renoncent à leur expansionnisme militaire en Europe de l'Est. L'Occident n'entend pas la voix de Poutine, ce qui a pour conséquences l'entrée en guerre de la Russie contre l'Ukraine. L'un des enjeux de ce conflit est la reformulation des rapports de forces entre Russes et Occidentaux sur le sol africain, avec la mise en place d'un nouvel ordre mondial sur le plan géopolitique et stratégique. Malgré l'engagement de l'Union Africaine pour la résolution des problèmes africains par les africains eux-mêmes,<sup>1</sup> la Russie a déjà gagné la confiance de plusieurs Etats africains. Pour cela, elle réactive les anciens accords militaires, tout en signant de nouveaux accords de coopération militaire.

En dépit de nombreuses initiatives et efforts de l'UA et des Communauté Economiques Régionales (CER) en collaboration de l'ONU et l'UE pour stabiliser le continent, l'insécurité reste toujours préoccupante pour les pays tels que le Mali et le Burkina Faso (entre autre), qui n'hésiterons pas à faire appel à la Russie pour des soutiens militaires. En effet, la Russie, en écrivant son nom comme la seule puissance rempart contre le terrorisme en Syrie, est devenu une référence pour les pays africains qui font face au terrorisme aujourd'hui. De fait, la Russie marque son retour sur le continent africain en tant que partenaire efficace (A). Mais la question est de savoir si la présence russe se limiterait aux accords étatiques, ou si elle se ferait par l'intermédiaire de la société privée *Wagner* en Afrique et au Sahel (B).

### A- Wagner, le retour des Russes au premier plan et l'absence d'initiative africaine

Les relations amicales entre le continent africain et l'Union Soviétique datent des indépendances. Les 23 et 24 octobre 2019, date du premier sommet Russie-Afrique, sont considérés comme des jours historiques pour le Kremlin. Avec la présence de 43 chefs d'Etat et de gouvernement du continent, « *le sommet de Sotchi aura donc été un succès. Conçu comme une véritable démonstration de force, il aura été un show efficace, qui a permis au Kremlin de*

---

<sup>1</sup> « Communiqué de la 797ème réunion du CPS, au niveau ministériel, sur l'état de la paix et de la sécurité en Afrique, et les initiatives et mesures pour promouvoir des solutions africaines aux problèmes africains - African Union - Peace and Security Department », consulté le 8 mai 2022, <https://www.peaceau.org/fr/article/communiquede-la-797eme-reunion-du-cps-au-niveau-ministeriel-sur-l-etat-de-la-paix-et-de-la-securite-en-afrique-et-les-initiatives-et-mesures-pour-promouvoir-des-solutions-africaines-aux-problemes-africains>.

*se mettre en avant, tout en facilitant la tâche des grands groupes russes désireux de renforcer leur présence sur le continent.* »<sup>2</sup>. La Russie est donc de retour en Afrique, après 30 ans d'absence, avec un agenda de coopération militaire, d'investissements économiques, et de soutien à la lutte contre le terrorisme. En tenant compte de ces faits, cette partie abordera dans un premier temps l'absence d'initiative crédible et efficace des pays et des organisations africaines. Dans un second temps, la question sera portée sur l'ambiguïté entretenue concernant la présence des mercenaires de la société Wagner.

### 1. L'absence d'initiative africaine crédible

Lorsque le continent africain a pris son indépendance de l'Europe coloniale, la quasi-totalité des jeunes pays indépendants se sont trouvés dans des conflits politiques et sécuritaires, provenant notamment de coups d'État militaires et de rébellions soutenues par l'impérialisme occidental. Ces crises violentes « *ont jalonné le parcours historique de nombreux pays africains au cours du dernier demi-siècle, sous diverses formes : d'abord, les luttes pour l'indépendance comme dans les territoires portugais* »<sup>3</sup>. Puis, lors de la guerre froide, ceux qui se sont positionnés du côté du Bloc de l'est, en adaptant le communisme/socialisme, – comme le Mali de Modibo Keita, le Ghana de Kwame Nkrumah – se sont retrouvés avec des juntes militaires à leur porte afin de les destituer.

Par conséquent, ces crises politiques et sécuritaires sont devenues pour l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) un nouveau défi, la conduisant vers la mise en place de stratégies pour la gestion des conflits. En effet, « *le règlement des conflits et la question de la paix, de la sécurité et de la stabilité ont constitué une préoccupation majeure pour l'Organisation de l'Unité Africaine depuis sa création* ».<sup>4</sup> Ainsi, « *l'Organisation s'est également attachée aux aspects militaires de la gestion des conflits, en déployant des forces africaines pour le maintien de la paix dans plusieurs pays de conflits, comme le Tchad, Rwanda, etc.* ».<sup>5</sup>

---

<sup>2</sup> « Sommet Russie-Afrique à Sotchi : Vladimir Poutine en conquérant – Jeune Afrique », JeuneAfrique.com, consulté le 10 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/mag/848101/politique/sommet-russie-afrique-a-sotchi-vladimir-poutine-en-conquerant/>

<sup>3</sup> Véron, Jean-Bernard. « L'Afrique post-indépendances : 50 ans de crises ? L'exemple de Madagascar », *Afrique contemporaine*, vol. 235, no. 3, 2010, pp. 115-126.

<sup>4</sup> « LE MECANISME DE L'OUA POUR LA PREVENTION, LA GESTION ET LE REGLEMENT DES CONFLITS in: African Yearbook of International Law Online / Annuaire Africain de droit international Online Volume 2 Issue 1 (1994) », consulté le 10 mai 2022, [https://brill.com/view/journals/afyo/2/1/article-p71\\_.xml](https://brill.com/view/journals/afyo/2/1/article-p71_.xml).

<sup>5</sup> Idem.

Les conflits se sont ensuite enchaînés avec : « jusqu'à la chute du mur de Berlin, le sous-produit sur le continent africain de l'affrontement Est-Ouest, comme au Zaïre ; et encore, en grand nombre, les guerres qualifiées de « civiles », opposant les nationaux d'un même pays, même si des intérêts étrangers s'y trouvèrent encore souvent mêlés ; enfin, et plus particulièrement dans la période récente, les phénomènes de violence transnationale et non étatique, sous la bannière desquels on range aujourd'hui le terrorisme djihadiste »<sup>6</sup>. Sur ce dernier point nous retrouvons notamment le cas du Sahel qui, depuis plusieurs années, est confronté à une série de crises alimentées par des groupes islamistes armés. Ces crises ont plusieurs sources : la chute du régime du guide libyen Mouammar Kadhafi en 2011 qui a exacerbé les tensions dans cette région du continent africain ; la défaillance politique des autorités étatiques qui a privé ces dernières d'un contrôle sur le vaste territoire désertique ; des tensions politiques internes croissantes ; des frontières poreuses favorisant les trafics en tout genre et engendrant un climat d'insécurité généralisé dans l'espace.

Selon une étude de l'IPI « la double crise sécuritaire et politique qui a éclaté au Mali en 2012 a révélé des défis complexes et profonds qui menacent la paix et la stabilité, et freinent le développement à travers le Sahel »<sup>7</sup> et en Afrique de l'Ouest. La crise a éclaté à la suite d'une petite révolte au Nord, notamment à Kidal, qui constituait une opportunité pour les djihadistes venant de l'Afghanistan avec la nostalgie du djihad. Depuis, avec l'intervention militaire coordonnée entre les forces africaines et françaises de Serval, puis de Barkhane, le phénomène a pris une nouvelle dimension : les groupes terroristes ont régionalisé leurs activités.

Nous pouvons admettre que « la mauvaise gouvernance fut l'un des facteurs clés de cette crise terroriste, comme en témoigne la marginalisation politique, économique et sociale »<sup>8</sup> au Nord et Centre du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Ainsi, nous pouvons souligner que démographiquement, les femmes et les jeunes représentent la grande majorité de la population sahélienne, et que « leur exclusion des processus de prise de décisions persiste en particulier du fait d'un grand nombre de facteurs qui élargissent le fossé entre les dirigeants élus et leurs concitoyens, affaiblissent les institutions de gouvernance et exacerbent les tensions sociales ».<sup>9</sup>

---

<sup>6</sup> Véron, Jean-Bernard. « L'Afrique post-indépendances : 50 ans de crises ? L'exemple de Madagascar », *Afrique contemporaine*, vol. 235, no. 3, 2010, pp. 115-126.

<sup>7</sup> MIREILLE AFFA'A MINDZIE, Bâtir la paix et le développement au Sahel : Vers une participation politique accrue des femmes et des jeunes, janvier 2015. En ligne [[https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2015/02/IPI\\_E-pub\\_Building\\_Peace-Fr.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2015/02/IPI_E-pub_Building_Peace-Fr.pdf)].

<sup>8</sup> Idem.

<sup>9</sup> Idem.

Au regard des conflits et crises en Afrique, l'Union Africaine, fidèle à l'un de ses principes fondateurs « Solutions africaines aux problèmes africains », s'engage très tôt aux côtés des organisations régionales dans la gestion et résolution de conflit. Elle le fit en collaborant avec la Communauté internationale et l'Organisation des Nations unies (ONU) notamment, ainsi qu'avec les occidentaux, pour entreprendre des missions conjointes et multidisciplinaires dans les pays – MUNISMA au Mali, MUNISCO en RDC, MUNISCA en RCA, etc. Ce fut une prolifération de mission d'intervention internationale dans la crise du continent. Au Sahel, la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) a été mise en place (en étroite collaboration avec la CEDEAO et les Nations unies) le 20 décembre 2012 par la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>10</sup>. Moins d'un an après son opérationnalisation, cette Mission s'est achevée, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, cédant la place à la Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). La MINUSMA durera six mois.<sup>11</sup> À la suite de cette phase transitoire, la Commission de l'Union africaine décida d'établir, en date du 1<sup>er</sup> août 2013, la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHHEL). Basée à Bamako, la MISAHHEL est chargée de la mise en œuvre effective de la Stratégie de l'Union africaine pour la région du Sahel (adoptée lors de la 449<sup>ème</sup> réunion du Conseil de paix et de sécurité tenue le 11 août 2014 à Addis-Abeba) axée sur trois volets principaux : gouvernance, sécurité et développement.<sup>12</sup>

L'un des principes fondateurs de l'Union africaine est de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent. A cet effet, la Conférence a mis sur pied une architecture (Architecture africaine de paix et de sécurité) visant à permettre à l'Organisation de remplir ce mandat. Près de 10 ans (le 9 juillet 2002) après l'adoption du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA,<sup>13</sup> et huit ans après son opérationnalisation (début 2004), le bilan des crises en Afrique est chaotique, notamment au Sahel (Mali, Burkina, Niger, Tchad, etc.), en Afrique Centrale (crise anglophone au Cameroun, RCA, RDC, etc.) et en Afrique de l'Est (présence d'Al-Shabab en Somalie et de Daech au Mozambique). Cela s'explique en grande partie par l'inefficacité des stratégies et mécanismes de gestion des conflits africains.

---

<sup>10</sup> « Historique de l'opération MISMA – Mission de l'Union Africaine Africaine pour le Mali et le Sahel – MISAHHEL », consulté le 10 mai 2022, <http://www.au-misahel.org/historique-de-loperation-misma/>.

<sup>11</sup> « MINUSMA | United Nations Peacekeeping », consulté le 10 mai 2022, <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusma>.

<sup>12</sup> « HISTORIQUE DE LA MISAHHEL – Mission de l'Union Africaine Africaine pour le Mali et le Sahel – MISAHHEL », consulté le 10 mai 2022, <http://www.au-misahel.org/historique-de-la-misahel/>.

<sup>13</sup> « Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine | Union africaine », consulté le 10 mai 2022, <https://au.int/fr/treaties/protocole-relatif-la-creation-du-conseil-de-paix-et-de-securite-de-lunion-africaine>.

En dépit de nombreuses initiatives et efforts de l'UA pour stabiliser le continent, la crise reste préoccupante.

Malgré de nombreuses initiatives, les efforts des organisations africaines, des Etats et de la société civile ont été entravés par des faiblesses telles que la concurrence des projets, la politisation excessive, la mauvaise gouvernance interne et l'absence de transparence, malgré la collaboration de la communauté internationale pour la gestion des conflits et contre le terrorisme au Sahel et en Afrique. De ce fait, les pays africains faisant face à l'insécurité grandissante ont perdu confiance en la stratégie africaine et dans les initiatives prises par les organisations africaines pour préserver la paix et la sécurité. Ainsi, certains pays ont décidé de réactiver les anciens accords avec la Russie, et d'en signer des nouveaux, afin d'améliorer leurs capacités militaires, notamment pour se doter d'équipements et matériels militaires de dernières générations. Nous devons souligner que ce retour de la Russie sur le continent a une signification nouvelle. En effet, l'Etat russe mobilise un levier militaire qu'est la société militaire privée Wagner. Même si l'autorité russe nie complètement sa liaison avec Wagner, nous pouvons remarquer que Wagner suit toujours l'arrivée de l'Etat russe. Tel fut le cas en Libye, au Soudan, au Mozambique et en RCA. On est en droit de se poser la question suivante : comment appréhender l'ambiguïté de la présence de Wagner sur le continent ?

## **2. L'ambiguïté entretenue sur leur présence/absence : de la Centrafrique au Mali**

Le retour de la Russie sur le continent africain se fait avec de nouvelles méthodes et techniques, différentes des débuts des indépendances. Nous pouvons observer cela à divers endroits du continent, dans les accords étatiques entre 2017 et 2022 – la Russie a signé plus de vingt accords (militaire, économique, politique, etc.) avec des pays africains, ce qui est bien davantage que durant les années précédentes<sup>14</sup>. De plus, la Russie de Poutine agit via le groupe Wagner, engagé en Libye, en Centrafrique, au Soudan et au Mozambique. Ces dernières années, les hommes de Wagner auraient investi le théâtre malien,<sup>15</sup> ce qui n'a jamais été confirmé par les autorités maliennes.

---

<sup>14</sup> « Accords militaires avec la Russie : de Madagascar au Cameroun, Moscou en “phase d'accélération” en Afrique », consulté le 28 mai 2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/accords-militaires-avec-la-russie-de-madagascar-au-cameroun-moscou-en-phase-d-acceleration>.

<sup>15</sup> « Russie-Afrique : les mercenaires de Wagner sont-ils vraiment efficaces ? – Jeune Afrique », JeuneAfrique.com, consulté le 28 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1312730/politique/russie-afrique-les-mercenaires-de-wagner-sont-ils-vraiment-efficaces/>.

La RCA a connu l'instabilité depuis son indépendance, notamment des crises sécuritaires et politiques, à la suite des coups d'Etat militaires. En effet, au début du mois de janvier 2021, la rébellion était aux portes de Bangui, dans une Coalition des patriotes pour le changement (CPC, alliance de groupes armés centrafricains), prête à renverser le pouvoir en place (le gouvernement du président Faustin-Archange Touadéra). « *Leurs troupes asphyxient la capitale, ils en contrôlent les principales voies d'accès, notamment celle reliant la ville au Cameroun et faisant figure d'artère vitale pour alimenter les Banguissois. La victoire n'est, disent-ils, qu'une question de temps* »<sup>16</sup>. La victoire est anticipée car l'armée centrafricaine, peu formée et surtout mal équipée, ne peut aucun cas de faire face à cette rébellion organisée et surarmée. Mais cette fois-ci Bangui ne s'inquiète pas. Les nouveaux partenaires du président Touadéra, les hommes de Wagner et les alliés « russes », sont déjà à la manœuvre pour la protection de Bangui, garantissant le maintien du pouvoir en place.

Et en effet, le 15 octobre 2021, la victoire était célébrée. Le président de l'Assemblée nationale centrafricaine Mathieu Simplicie Sarandji félicitait le « contingent russe ». Des combats ont bien eu lieu entre Wagner et les rebelles qui, à la suite de la demande de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Central (CEEAC), ont reculé<sup>17</sup>. Par la suite « *Les Russes ont repris des villes, mais elles avaient pour la plupart été abandonnées* ».<sup>18</sup> Dès lors, le Kremlin a gagné la confiance d'une grande partie des populations africaines. Du centre à l'Ouest du continent, le drapeau russe flotte à côté des drapeaux africains dans les manifestations, comme nous avons pu le remarquer dans plusieurs pays, au Mali, au Burkina Faso et au Tchad tout récemment. Depuis, la confiance et l'assurance se sont installées peu à peu au niveau des autorités transitionnelles, comme ce fut le cas au Mali.

Depuis le coup d'État du 18 août 2020 au Mali, l'autorité de transition ne parle plus le même langage que les dirigeants français, – « *leur homme de confiance, IBK est tombé* ». Le 24 mai 2021, le colonel Assimi Goita décide de renverser le président de transition Bah N'Daou et son premier ministre Moctar Ouane, considérés comme les gardiens des intérêts français au Mali. À partir de ce moment-là, une rhétorique houleuse a pris place entre Paris et Bamako (la nouvelle équipe de transition au Mali) concernant la décision de la France de retirer ses troupes du Mali et de reconfigurer son intervention au Sahel. Ceci poussa les autorités de transition du Mali vers une tentative – qui deviendra réelle – de coopérer avec le Kremlin, ou d'engager un

---

<sup>16</sup> « Russie-Afrique ».

<sup>17</sup> « Russie-Afrique ».

<sup>18</sup> « Russie-Afrique ».

groupe de sécurité privé russe Wagner selon Paris. De l'autre côté, d'après « *Bamako et Moscou, Wagner n'existe pas et les informations selon lesquelles un accord a déjà été passé relèvent de la propagande et d'un acharnement contre le Mali* »<sup>19</sup>. Toutefois, la force française Barkhane a enregistré quelques succès, tels que la saisie des villes importantes et le sauvetage du faible gouvernement de transition à Bamako en 2013. En revanche, la crise a pris le caractère d'un conflit ethnique : dans la région de Mopti entre les peulhs et les Dogons, et entre les Bambara et les peulh ; à Tombouctou et Gao entre les Touaregs et les Arabes d'une part, et entre les Touaregs et les Songhaïs d'autre part. Il est délicat de prévoir la fin de la "crise au Mali".

Sur le terrain, nous pouvons constater qu'une forme de réhabilitation de l'Etat malien auprès d'une grande majorité de la population du Nord et du Centre du pays, malgré sa faiblesse et son manque de moyens pour assurer la sécurité des populations. L'intervention française ne visait pas seulement le Mali, mais aussi à consolider la position de Paris au Sahel. C'est désormais un acquis à travers le G5 Sahel et d'autres alliances dans la région. En se retirant du Mali, elle pourra toujours préserver ses intérêts. Avec la situation actuelle au Mali et le scénario taliban qui se déroule actuellement en Afghanistan, on pourrait dire que la France est en train de retirer ses troupes du Mali, et qu'elle serait remplacée par la Russie. Mais il s'agit ici de savoir si les autorités maliennes décideront de s'engager avec le groupe Wagner, alors qu'elles ont toutes les possibilités avec l'Etat russe dans les accords militaires. La France quant à elle, est contrainte de revoir son positionnement au Sahel, car son intervention (force Barkhane) visait à imposer un effet domino inverse qui lui permettrait de faire face aux groupes terroristes de la région et de s'imposer à nouveau au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cette région est une zone de compétition de puissances, avec l'arrivée entre autres de la Chine, de l'Inde, de la Turquie, de la Russie et de l'Iran.

## **B- Wagner et l'obligation de repositionnement de la Communauté Internationale en Afrique et au Sahel**

La guerre russo-ukrainienne bouleverse la géopolitique mondiale et l'ordre de puissances. Parallèlement, les observateurs ont remarqué la rivalité entre la France (puissance coloniale

---

<sup>19</sup> « Wagner au Mali : enquête exclusive sur les mercenaires de Poutine – Jeune Afrique », JeuneAfrique.com, consulté le 28 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1314123/politique/wagner-au-mali-enquete-exclusive-sur-les-mercenaires-de-poutine/>.

traditionnelle) et la Russie au Sahel, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Dans ce jeu de puissance, la Russie cherche à renforcer sa présence sur le continent africain. Elle cherche surtout à remplacer les puissances occidentales qui ont eu le contrôle pendant des années en Afrique, avec des résultats mitigées : les pays sont toujours dans le sous-développement et la dette léguée par les dictateurs africains se chiffrait à près de centaines des milliards de dollars<sup>20</sup>. De fait, l'Occident soutenait ces dictateurs pour leur intérêt propre, et les pays francophones d'Afrique semblaient destinés à croupir après 60 ans d'indépendance sous la férule des dictatures françafricaines.<sup>21</sup> Par conséquent, le peuple africain des pays francophones rejettent cette relation franco-africaine, considérant celle-ci comme servant uniquement les intérêts français et les familles des dictateurs. Les aspirations citoyennes se manifestent<sup>22</sup> pour demander des nouveaux partenaires, plus diversifiés, ce qui n'est pas acceptable pour certains pays occidentaux. C'est le moment opportun pour Moscou de remodeler la carte du monde et les sphères d'influence, et briser l'ordre mondial unipolaire pour le transformer en un ordre mondial multipolaire dans lequel il retrouvera son statut d'avant l'effondrement de l'Union soviétique. Cela se manifeste par ses interventions en Afrique d'une part, par des accords militaires et par le groupe Wagner d'autre part, puis avec la guerre en Ukraine, qui a des répercussions sur certaines matières premières stratégiques.

Dans cette reconfiguration, il sied de s'interroger, la milice Wagner est-elle présente pour soutenir la sécurité des peuples, ou pour garantir la sécurité des régimes ?

### **1. Soutenir le peuple ou renforcer le régime ami?**

L'opinion publique en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale reflète des nouvelles aspirations: les autorités des pays et leurs citoyens accueillent favorablement la présence russe que française, en raison des pratiques françaises dans les pays depuis des décennies. Cela a créé une opinion publique populaire dans différents pays africains, en particulier parmi les jeunes qui abhorraient les pratiques de la France<sup>23</sup> dans ses liens avec des régimes honnis par leurs peuples. Cela a notamment été révélé par les jeunes activistes au 28<sup>e</sup> sommet Afrique-

---

<sup>20</sup> Merckaert, Jean. « Qui doit payer l'ardoise des dictateurs? », Revue Projet, vol. 327, no. 2, 2012, pp. 12-19.

<sup>21</sup> Odile Tobner \*, « Complicité de la France avec les dictateurs criminels en Afrique Centrale : Tchad, Cameroun », Attac France, consulté le 28 mai 2022, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-20-printemps-2019/dossier-lien-entre-l-evolution-des-rapports-internationaux-et-la-democratie/article/complicite-de-la-france-avec-les-dictateurs-criminels-en-afrique-centrale-tchad>.

<sup>22</sup> Idem.

<sup>23</sup> <https://pharostudies.com/?p=10015>

France de la société civile du président français Emmanuel Macron à Montpellier le 8 octobre 2021<sup>24</sup>. Cette partie vise donc à discuter des dimensions du groupe Wagner en Afrique, afin de comprendre le rôle du groupe, qui est aux commandes au détriment des forces occidentales.

Il est à noter que la Russie a des relations historiques avec l'Afrique qui remontent à l'ère de l'Union soviétique<sup>25</sup>. A cette époque, les soutiens soviétiques étaient destinés aux peuples et aux mouvements indépendantistes. « *Depuis son arrivée au pouvoir en Russie, Poutine a cherché à renforcer les relations de Moscou avec l'Afrique en renforçant les relations économiques et commerciales* »<sup>26</sup>, ce qui est bénéfique non seulement pour les régimes, mais aussi pour les peuples et le développement des Etats. Cette stratégie se retrouve aussi dans le renfort des relations militaires, afin d'assurer la sécurité des populations qui souffrent de l'insécurité du terrorisme et des rebellions depuis des décennies. Ces souffrances existent malgré l'engagement de la Communauté internationale et des Occidentaux dans la stabilité du continent, qui n'a abouti à aucun résultat concret aux yeux des populations africaines. En effet, une partie significative du peuple africain voit Wagner et la Russie comme la solution pour leur sécurité. La Russie, niant toute relation entre l'Etat russe et le groupe privé Wagner, tirerait en premier lieu une leçon de la mauvaise expérience de l'Occident en Afrique, tout en évitant d'être associé aux crimes commis par Wagner dans d'autres régions du monde. Bien que la Russie ait été la principale source d'armement du régime de Bachar Al-Assad, et que des experts russes aient été présents tout au long de la révolution syrienne en 2011, nous pouvons interpréter aisément que l'implication directe de la Russie dans les combats, même s'il reste au niveau de l'armée de l'air, est une escalade qualitative de l'intervention russe et de Wagner dans la crise syrienne. Cette escalade a provoqué de nombreuses réactions, tant au niveau régional qu'international. Certes, le cas de la Syrie et de la protection du régime est en train de se reproduire en Afrique comme en RCA, mais la Russie de Poutine ne s'arrêterait pas là. Elle se portera garante de la sécurité des populations, afin de gagner leur confiance.

## **2. Arrêts ou poursuites des relations avec le continent ? Comment promouvoir une initiative africaine de sécurité ?**

<sup>24</sup> « 28e Sommet Afrique-France, une nouvelle formule | TV5MONDE - Informations », consulté le 28 mai 2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/28e-sommet-afrique-france-une-nouvelle-formule>.

<sup>25</sup> « Pourquoi les pays d'Afrique de l'Ouest préfèrent-ils la Russie à la France ? », Pharos Center for Consulting and Strategic Studies (blog), 23 avril 2022, <https://pharostudies.com/?p=10015>.

<sup>26</sup> Idem.

A ce stade, nous devons nous interroger s'il est possible de chasser Wagner, ou de renverser les régimes qu'il soutient. La réponse à cette question doit être nuancée. D'une part, on assiste à une concurrence entre les puissances mondiales en Afrique, ou chacune a sa méthode et ses instruments d'intervention – le groupe Wagner et l'un de ces instruments, tel que le « *BlackWater* », <sup>27</sup> la « *Légion étrangère* », <sup>28</sup> etc. Cependant, l'intervention via cet instrument « Wagner » est essentiellement basée sur des accords entre la société privée et l'Etat d'accueil, forçant les autorités à respecter leurs engagements. Même si une grande partie de la population est favorable à la présence de Wagner, comme l'une de nos enquêtes le montre, nous nous trouvons dans un bouleversement de l'ordre mondial et dans un changement de la géopolitique mondiale. Il semblerait que le monde se dirige vers une nouvelle guerre froide « *Bloc ouest contre Bloc est* ». Les pays tiers-monde n'auront pas le choix que de s'aligner derrière une puissance idéale.

Les pays africains ont historiquement des accords avec la Russie de l'époque soviétique, sans histoire coloniale et impérialisme. Il faut signaler un fait, qui est que la relation russo-africaine est basée sur le bénéfice mutuel, observable actuellement sur le terrain. Cette vision attire d'abord l'attention du peuple africain, puis ce dernier manifeste cet intérêt auprès des autorités. Partant, Wagner est de plus en plus présent en Afrique, malgré les violations des droits de l'homme par ce groupe en Somalie, en RCA et en Libye notamment. <sup>29</sup>

D'un point vu pratique, la stratégie russe vise à contenir l'influence internationale sur le continent africain lorsqu'elle provient des Occidentaux, comme le fait la Chine. La Russie tente d'investir ses avantages comparatifs dans le cadre du renforcement de ses relations avec les pays, les peuples et les gouvernements du continent. L'un des plus importants de ces avantages est que la Russie n'a historiquement jamais colonisé aucune partie du continent, et qu'elle s'est toujours concentrée sur la coopération plutôt que sur l'assistance. Ainsi, la Russie envoie comme message implicite qu'elle respecte les pays africains, peut-être plus que ses alliés traditionnels et les anciennes puissances coloniales, qui ont une histoire de supériorité sur le continent et ses peuples. Lors du sommet russo-africain qui s'est tenu à Sotchi fin 2019, le

---

<sup>27</sup> « Blackwater, saga d'une armée privée », consulté le 28 mai 2022, [https://www.lemonde.fr/international/visuel/2018/02/11/blackwater-saga-d-une-armee-privee\\_5255192\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/visuel/2018/02/11/blackwater-saga-d-une-armee-privee_5255192_3210.html).

<sup>28</sup> « Un diplomate du Mali dénonce les débordements et les tatouages de la Légion étrangère | La Presse », consulté le 28 mai 2022, <https://www.lapresse.ca/international/afrique/2020-02-26/un-diplomate-du-mali-denonce-les-debordements-et-les-tatouages-de-la-legion-etrangere>.

<sup>29</sup> « Violations des droits de l'homme par le groupe Wagner, en Somalie et au Cameroun | Actualité | Parlement européen », 25 novembre 2021, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20211118IPR17630/violations-des-droits-de-l-homme-par-le-groupe-wagner-en-somalie-et-au-cameroun>.

président russe Vladimir Poutine a annoncé l'annulation de 20 milliards de dollars de dette due par les pays africains et a révélé son intention de doubler le commerce avec les pays du continent à 40 milliards de dollars par an<sup>30</sup>. Ainsi, nous pourrions dire que la Russie de Vladimir Poutine s'engagerait à mettre Wagner sur les rails en Afrique, en demandant notamment d'éviter toute exaction contre la population civile, afin d'éviter toute révolte populaire contre la société privée Wagner.

Il apparaît que c'est l'absence d'initiative crédible de sécurité venant des africains eux-mêmes qui poussent certains pays vers l'occident, est ou l'extrême orient. La force africaine en attente n'a pas livrée ses promesses. Faut-il la réactiver ? Au Mali la MINUSMA comporte des nombreux contingents de la CEDA O. Pourquoi ne pas soustraire ces forces des Nations Unies qui refusent de lutter contre les Djihadistes et redimensionner la force et sa mission pour mieux faire face à la menace Djihadiste. La CEDA O peut tout à fait obtenir un mandat de lutte contre le terrorisme. De sorte qu'une initiative africaine régionale deviendrait avec l'appui des partenaires crédibles et efficace. A partir de ces éléments nous pouvons envisager quelques recommandations, favorables au développement d'une initiative proprement africaine.

---

<sup>30</sup> Webinaire sur la concurrence russo-française en Afrique organisé par Pharos Studies, lien de la Vidéo sur youtube [[https://www.youtube.com/watch?v=wq\\_VtiDFo7c&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=wq_VtiDFo7c&feature=youtu.be)]. Rapport du Webinaire sur le site web de Pharos Studies [<https://pharostudies.com/?p=7229>].

### Recommandations :

- 1) Les organisations africaines (Union africaine et les organisations régionales) doivent mettre à jour la réglementation sur les activités des sociétés mercenaires en Afrique, afin d'éviter toute interférence des sociétés mercenaires sur le continent africain.
- 2) Les groupes mercenaires tels que « *BlackWater, Légion étrangère, Wagner, etc.* », n'ont jamais été une solution à des problèmes politiques. Il faut équiper et réactiver les mécanismes des forces en attentes africaines sur le continent.
- 3) L'OIF peut initier une initiative francophone de sécurité sous forme d'accroissement de la participation des Etats francophones aux Opérations de Maintien de la Paix.
- 4) La CEADAO doit prendre l'initiative d'une mission robuste au Sahel pour mieux affronter le Djihadisme avec un mandat d'imposition de la paix.